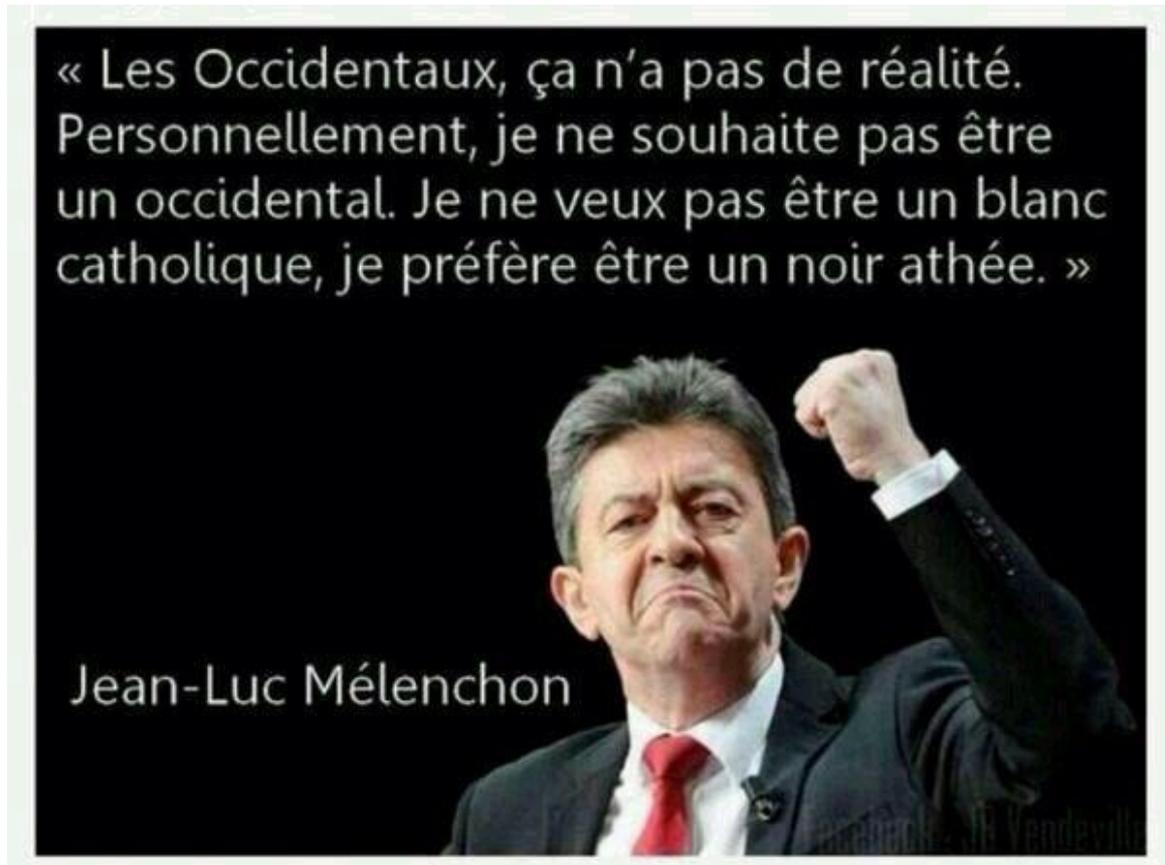


Loi Travail : oui à la manifestation syndicale, non à la récupération Mélenchon !



Mélenchon Je ne veux pas être blanc catholique, mais noir athée

Dans le dernier communiqué du cercle Front syndical, nous avons déjà expliqué en quoi la Loi Travail XXL était une régression sociale sans nom, néfaste pour les salariés et le monde du travail, ne réglant en rien le problème de l'emploi et de la relance de l'économie. Cette loi, que l'on pourrait appeler Loi Travail N°2, est dans le prolongement de la Loi El Khomri de 2016, combattue aussi par le Front National. Cependant, en 2016, le gouvernement Hollande-Valls-Macron-El Khomri n'a pas pu tout mettre en œuvre, et ce grâce aux mobilisations sociales auxquelles le cercle Front syndical a participé.

En bon apôtre du dogmatisme européiste en vigueur à Bruxelles, Macron va achever ce que Hollande n'a pas pu faire : déréglementer et en finir avec le Code du Travail.

C'est l'application sans faille d'une politique néo-libérale, aux ordres de l'Union Européenne, du MEDEF et des puissances financières apatrides.

C'est pourquoi, en tant que syndicalistes responsables, nous serons et appelons à participer aux actions, mobilisations, manifestations qui auront lieu en France le 12 Septembre. Ces mouvements doivent être le plus large, le plus unitaire, le plus ouvert possible, sans sectarisme aucun et dans lesquels les syndicalistes patriotes doivent pouvoir prendre toute leur place, sans être discriminés.

Cependant, nous ne serons pas présents et n'appelons pas à participer au 23 Septembre, parce que nous sommes en désaccord avec La France Insoumise.

Premièrement, leurs cadres nationaux veulent accueillir davantage de migrants, régulariser les sans-papiers, pour la plus grande joie du MEDEF.

Se rendent-ils compte que les Français, les salariés, le monde du travail se prennent tous les jours de plein fouet les affres de l'immigration qui pèse à la baisse sur leurs salaires et leurs conditions de travail ? Ont-ils conscience que ces mêmes salariés vivent tous les jours les ravages de la mondialisation : délocalisation, dumping social, absence de protection... Le tout orchestré à Bruxelles dans l'intérêt des multinationales qui n'ont qu'une idée en tête : en finir avec l'Etat-nation, fondement de notre droit social.

Deuxièmement, nous ne sommes pas non plus dupes des agissements de cette Gauche radicale qui a permis l'élection d'Emmanuel Macron – le candidat des banques et de la finance mondiale -, ce même Macron qui n'a que mépris pour le peuple et ceux qui vivent de leur travail, alors que la candidate opposée, Marine Le Pen, proposait l'abrogation de la Loi El Khomri, son programme électoral ne comportant aucune remise en

cause d'acquis ou de droits sociaux. Bien au contraire, puisque dans les 144 engagements de campagne figuraient des dispositions allant dans le sens des intérêts des salariés.

Enfin, Jean-Luc Mélenchon et sa France Insoumise semblent plus enclins à tenter de se « compter » plutôt que d'engager un vrai mouvement unitaire, large et puissant. Il préfère continuer ses diatribes méprisantes à l'égard du mouvement national et des patriotes (voir ses déclarations lors des Universités d'été de LFI à Marseille). Finalement il reste ce qu'il est vraiment : un sectaire.

Le Front National, les syndicalistes patriotes à travers le cercle Front syndical ont une analyse et des propositions cohérentes : nous défendons la souveraineté, qui constitue un ensemble qui ne se fragmente pas, dont la souveraineté sociale. La France est un pays avec une histoire sociale riche que nous devons préserver.

Cependant la France, les Français, les salariés, le monde du travail doivent se rassembler. Il nous faut construire un vaste mouvement social unitaire ouvert et tolérant qui transcende les vieilles idéologies.

Laurent Bras, Secrétaire général du cercle Front syndical,
Secrétaire départemental adjoint FN41